

Conseil Populaire 68 pour l'abolition des dettes publiques

Tél. : 09 71 20 44 50

ou par courriel : abolition-des-dettes-68@gmx.fr

ou par courrier :

Georges AUDRAS

Conseil Populaire 68 Pour l'Abolition des Dettes Publiques

5 rue Bellevue

68130 ASPACH

Mulhouse, le 23 août 2013

Lettre ouverte à

Monsieur Charles Buttner
Président du Conseil Général du Haut-Rhin
100 Avenue d'Alsace
BP 20351
68006 COLMAR Cedex

Vos références : Direction des finances
Dossier suivi par Marie-Laure FUNEL
(En réponse à [notre courriel du 2 mai 2013](#))

Monsieur le Président,

[En répondant le 4 juillet 2013](#) au Conseil Populaire 68 pour l'Abolition des Dettes Publiques, vous énumérez si longuement les charges des collectivités locales en matière de transports scolaires que vous laissez paraître l'exaspération que vous inspire ce qui semble pour vous un fardeau dont il faudrait se débarrasser. Il est évident que vos enthousiasmes vous portent dans une autre direction politique, comme le montre votre proposition récente d'imposer aux collectivités locales le paiement des intérêts d'un emprunt de 300 millions d'euros dans le but de faire gagner quelques minutes à des passagers fortunés d'un TGV. Un calcul rapide montre que si votre proposition se concrétisait, les intérêts payés sur ces 300 millions d'euros représenteraient chaque année cinq ou six fois la somme que vous vouliez prendre dans la poche des familles de collégiens dans le but de leur faire payer une partie du coût du transport scolaire...

Non, Monsieur le Président, le financement des transports scolaires ne doit pas apparaître comme un fardeau ; le financement des transports publics pour les usagers modestes, non plus. La gratuité totale de ces transports, financée en se débarrassant du **fardeau** des spéculateurs et rentiers de la dette publique – là il s'agit bien d'un **fardeau** ! - constituerait une amélioration appréciable dont notre collectivité pourrait s'enorgueillir, car elle représenterait un progrès sur le plan de la rationalité, de l'écologie et de l'économie, tout en créant du lien social.

Plusieurs communautés de communes de tous bords politiques l'ont compris et ont déjà mis en place cette gratuité. Il faudrait le faire savoir aux Haut-Rhinois. Dans le domaine de l'information, d'ailleurs, il nous semble qu'il y a beaucoup à faire : quand vous affirmez dans votre courrier qu'il n'est « *ni responsable, ni envisageable de déroger (aux) engagements (d'une dette publique)* » vous semblez ignorer que, dans l'Histoire, les dettes publiques devenues insupportables ont très souvent été « réglées » par une banqueroute, faute de solution plus raisonnable. Votre optimisme n'est guère étayé non plus lorsque vous laissez entendre que le niveau des dettes publiques est encore

supportable. Ne parlons pas de la plupart des élus et des candidats aux municipales qui, contrairement à vous-même qui prenez la peine de nous répondre, se réfugient pour l'instant dans un silence sans courage et probablement sans réflexion quand on les interpelle sur ce problème qui pourtant domine notre vie politique et sociale.

Pour toutes ces raisons, nous vous faisons une suggestion : mettez donc à disposition les locaux du Conseil Général du Haut-Rhin pour y organiser une ou plusieurs réunions publiques durant la campagne électorale des municipales. Les élus, les candidats et toute la population y seraient invités. Les quelques frais d'organisation à prendre en charge par la collectivité ne représenteraient qu'une somme dérisoire par rapport au budget communication du département. D'autant que nous nous engageons, pour notre part, à rechercher bénévolement des intervenants (historiens, économistes, journalistes, sociologues, etc) capables d'exposer et d'analyser le problème des dettes publiques dans toutes ses dimensions, de manière claire et pédagogique.

Dans l'attente de votre réaction à notre suggestion, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, qu'une telle initiative de votre part apporterait plus à la vie démocratique du Haut-Rhin que les considérations étriquées et les querelles de personnes qui ont déjà fait leur apparition et qui pourraient bien encombrer toute la campagne des municipales.

Conseil Populaire 68 pour l'abolition des dettes publiques